

[Accueil](#)[Revenir à l'accueil](#)[Collection](#)[Correspondance active de Jean-Baptiste André Godin](#)[Collection Godin_ Registre de copies de lettres envoyées_CNAM FG 15 \(21\)](#)[Item](#)[Jean-Baptiste André Godin à Alexandre Tisserant, 30 juin 1880](#)

Jean-Baptiste André Godin à Alexandre Tisserant, 30 juin 1880

Auteur·e : Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888)

Les folios

En passant la souris sur une vignette, le titre de l'image apparaît.

4 Fichier(s)

Informations sur le document source

Cote FG 15 (21)

Collation 4 p. (74r, 75r, 76v, 77r)

Nature du document Copie à la presse d'un manuscrit

Lieu de conservation Bibliothèque centrale du Conservatoire national des arts et métiers, Paris

Citer cette page

Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888), Jean-Baptiste André Godin à Alexandre Tisserant, 30 juin 1880, Équipe du projet FamiliLettres (Famelistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle) consulté le 14/01/2026 sur la plate-forme EMAN :

<https://eman-archives.org/Famililettres/items/show/50232>

Copier

Informations sur l'édition numérique

Éditeur Équipe du projet FamiliLettres (Famelistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle)

Présentation

Auteur·e [Godin, Jean-Baptiste André \(1817-1888\)](#)

Date de rédaction [30 juin 1880](#)

Lieu de rédaction Guise (Aisne) - Famelistère

Destinataire [Tisserant, Alexandre \(1822-1896\)](#)

Lieu de destination Inconnu

Scripteur / Scriptrice [Moret, Marie \(1840-1908\)](#)

Description

RésuméDiscussion sur la comptabilité de l'entreprise à propos des charges d'entretien et des amortissements.

Mots-clés

[Finances d'entreprise](#), [Fonderies et manufactures "Godin"](#), [Procédure \(droit\)](#)

Personnes citées

- [Épaulard, Emmanuel \(1848-\)](#)
- [Jolibois \[monsieur\]](#)

Lieux cités[Amiens \(Somme\)](#)

Notice créée par [Pauline Péliissier](#) Notice créée le 21/11/2023 Dernière modification le 06/02/2024

Guise 30 Juin 1880

Cher Monsieur Cisarant,

J'espère que le télégramme que nous avons adressé ce matin M. Gaulard répond suffisamment à la question que vous avez posée. Le point avancé par Jolibois n'est pas vrai. Il n'y a qu'un compte d'entretien, mais j'en aurais-il en plusieurs que cela ne changerait en aucune façon le caractère de ces comptes d'entretien.

L'entretien quel qu'il soit rentre forcément dans les frais généraux et se trouve naturellement à la charge du prix de revient de la marchandise. Que ce soit un entretien ordinaire ou extraordinaire, ce n'en est pas moins une charge qui grève les produits industriels auxquels on l'applique.

Il est vrai que l'amortissement

a les mêmes conséquences. Mais, comme le télégramme vous l'a fait remarquer, l'administration a pour objet de tenir compte des dépréciations de toute nature que le matériel général de l'industrie éprouve par le fait de l'usage et par les progrès de la concurrence.

Un industriel qui ne s'amortirait pas son capital immobilisé serait dans le cas de ne plus pouvoir vendre ses produits, s'il voulait toujours servir un même intérêt aux capitaux immobilisés dans son industrie depuis l'origine. Aussi toute industrie bien conduite amortit-elle son capital matériel au moins de dix pour cent, et ses constructions en conséquence.

Il y a toutes sortes de motifs pour qu'il en soit ainsi. Certains matériels s'usent en quelques mois, d'autres en une année ou en plusieurs. On ne peut empêcher qu'avec le temps l'usure s'attaque

c'est l'instrument de travail, mais il y a autre chose. Le procédé d'aujourd'hui disparaît devant le procédé de demain. Le modèle naguère en vogue fait place à des modèles nouveaux, et la concurrence obligeant à baisser les prix, il faut dépécier le capital industriel pour se soutenir sur le marché.

Je n'ai pu pendant mon procès en séparation faire un amortissement qui eût eu pour conséquence la disparition du capital de la communauté, puisque j'étais tenu à représenter ce capital. Néanmoins j'ai exprimé le compte d'amortissement dans mes écritures, compte qui a été rétabli sur tout mon passé industriel, aussitôt l'arrêt de la Cour d'Amiens.

Les prétentions de M. Jobois auraient pour conséquence de porter le chapitre de mes bénéfices à représenter

de valeur des choses industrielles depuis
l'origine de mon industrie.

J'espère que vous saurez faire admettre
par la cour qu'il ne doit pas en être
ainsi.

Votre bien dévoué

1844
Paris
Le 10 Mars 1844
Monsieur le Ministre
J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint
un rapport sur les travaux de la
Commission chargée d'examiner
la proposition de loi relative
à l'établissement d'un
tribunal de commerce
à Paris.
J'ai l'honneur de vous adresser
également un rapport sur les
travaux de la Commission
chargée d'examiner la
proposition de loi relative
à l'établissement d'un
tribunal de commerce
à Paris.